

LOI DE FINANCES

Ce qui a changé

Sur les 62 amendements retenus par la commission des finances de l'APN, seuls quatre ont finalement été adoptés en plénière et dépasseront ainsi le stade de projet lorsque le président de la République signera la loi de finances 2015.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Point de surprises à l'APN. Comme de coutume, la loi de finances aura été votée sans avoir subi de changements notables.

Le texte proposé par le gouvernement avait pourtant fait l'objet de 62 amendements recevables mais c'était compter sans la proportion de la commission des finances à les trouver soit en contradiction avec l'esprit de la loi soit tout simplement inutiles.

Au cœur d'une tempête médiatique, l'amendement de l'article 25 aura cristallisé toute l'attention. L'Assemblée populaire nationale aura réussi le pari de faire croire que le prix du timbre fiscal avait

été revu à la baisse. En réalité, ce dernier a triplé en passant de 2 000 à 6 000 dinars après que le gouvernement eut proposé de le porter à 10 000 dinars dans un premier temps.

Pendant que l'opinion publique était tenue en haleine par de prétendues négociations autour du timbre fiscal, les députés n'ont ni plus ni moins fait une proposition d'amendement devant leur permettre de bénéficier de crédits immobiliers sans intérêt.

Une proposition jugée «objective» par la commission des finances qui n'a, néanmoins, pas retenu l'amendement mais dit avoir obtenu des engagements de la part du ministre des Finances



Les amendements sont passés comme une lettre à la poste.

en vue de permettre aux élus du peuple de bénéficier de l'avantage exigé.

En plénière, les députés ont adopté un amendement relatif à la

soumission des intrants destinés à l'aviculture au taux de 7% de TVA au lieu de l'exonération qui était en vigueur. Ce même amendement préconise la mise en

place d'une autorité de régulation du marché des aliments du bétail.

Autre amendement, l'article 75 du projet de loi de finance 2015 relatif aux exonérations des droits de douane et taxes au profit des investissements réalisés par le secteur industriel dans le volet recherche et développement.

La commission a opté pour l'amendement dudit article au lieu de sa suppression tel que proposé par les députés.

Le dernier amendement concerne l'introduction de l'article 124 bis qui prévoit la prise en charge des frais de transfert de dépouilles de membres de la communauté algérienne à l'étranger par le Fonds de solidarité nationale.

Au final, le texte sera resté fidèle à la copie présentée par l'exécutif.

N. I.

LE BONJOUR
DU «SOIR»Malgré tout,
merci Novembre !

(Suite de la page Une)

Ce que nous avons connu après, cette lente descente aux enfers qui n'a pas encore fini de nous rapprocher du fond du précipice, n'a rien à voir avec les engagements des révolutionnaires de 1954 et les promesses faites aux martyrs.

Dès 1980, la bourgeoisie montrait ses crocs et, dès 1990, les forces rétrogrades et obscurantistes passaient à l'action pour brûler les usines, saboter les infrastructures et détruire les réalisations du socialisme, tuer massivement ceux qui refusaient de plier à leur ordre, avant d'édifier le Bazar qui vit de l'importation. En 2000, ce fut quelque chose comme un brusque retour aux fastes des cours d'antan... Comment alors parler d'un même et seul système ? L'abandon des orientations progressistes et de la voie de la véritable indépendance allait dessiner les contours d'une Algérie indécise, timorée, refusant de s'engager résolument dans le véritable capitalisme —qui a aussi ses avantages—, pour se fourvoyer dans les sentiers bourbeux de l'économie informelle et du n'importe quoi ! L'Algérie voulue par Novembre 1954 devrait être celle de l'investissement industriel massif, qui n'a pas besoin de partenaires étrangers, mais d'une volonté politique algérienne. Elle a besoin d'une agriculture assainie et orientée vers les cultures vivrières, d'un tourisme qui ne peut se développer que par l'argent public, pour se moderniser et augmenter ses capacités. Elle a besoin d'un retour rapide à la planification pour bâtir selon les besoins du moment et ceux du futur. Elle a besoin de donner un coup de frein salutaire au tout-import et de ne pas commettre l'erreur mortelle d'aller à l'OMC ! L'Algérie a besoin de faire travailler ses jeunes et non de leur offrir les camionnettes de la mort (interdites en Europe), les projets bidon et les magasins ! Elle a besoin de leur permettre de s'épanouir, de vivre pleinement leur jeunesse, sans avoir recours aux barques des faux espoirs !

Enfin, ce pays a besoin de démocratie. Une véritable démocratie et non ce simulacre qui a transformé le grand rêve populaire de 1954 en cauchemar d'une royauté en devenir sur le territoire des hommes libres !

farahmadaure@gmail.com

ESCALADE VERBALE DU MAROC À L'ÉGARD DE L'ALGÉRIE

Lamamra relève l'«insignifiance»
d'un discours «excessif»

A l'escalade verbale du voisin marocain, le chef de la diplomatie algérienne, Ramtane Lamamra, a opposé l'«insignifiance», que revêt tout discours «excessif».

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Profitant de la visite de son homologue sénégalais, Mankeur Ndiaye, jeudi, à Alger, le chef de la diplomatie algérienne, Ramtane Lamamra, n'a pas manqué l'occasion de recadrer la diatribe marocaine.

Les incessantes attaques verbales du Royaume chérifien, depuis l'incident survenu le 18 octobre dernier, aux frontières des deux pays, n'ont pas inspiré au ministre algérien, plus que de l'«insignifiance», que revêt tout discours «excessif». A son invité, Ramtane Lamamra a fait part de son sentiment sur une nouvelle demande marocaine pour l'ouverture d'une enquête sur un incident que l'Algérie estime clos.

«Le point de vue de l'Algérie (sur cet incident) a été dit et nous nous en tenons à cela. Le reste c'est une mauvaise stratégie de l'escalade, une mauvaise stratégie de la tension, une fuite en avant qui ne servent ni les intérêts bien compris de voisinage, ni les intérêts d'aucun autre pays», assène-t-il dans une déclaration rapportée par l'APS.

Ce mardi, le Maroc a, en effet, réitéré sa demande d'ouverture d'une enquête accusant les gardes-frontières algériens d'avoir tiré sur des civils marocains. Le chef de la diplomatie algérienne estime simplement que «l'Algérie n'est pas responsable des blessures qui ont été infligées à une personne marocaine de l'autre côté de la frontière». Il juge à ce propos : «Ce qui est excessif est insignifiant. Cet incident a donné lieu à une avalanche de commentaires extrêmement négatifs parfois malvenus...»

Pour rappel, le ministre des Affaires étrangères marocain avait convoqué l'ambassadeur



Ramtane Lamamra.

d'Algérie à Rabat, au lendemain de l'incident du 18 octobre dernier pour réclamer des explications et exiger des poursuites judiciaires.

La diplomatie algérienne avait alors vivement réagi pour expliquer la réalité des faits : «Une patrouille de gardes-frontières qui a été ciblée, ce jour-là, par des jets de pierres lancés par un groupe de contre-

bandiers marocains a réagi d'une manière professionnelle, comme d'habitude, par deux tirs de sommation en l'air qui ne peuvent, en aucune manière, provoquer des blessures».

Pour le reste, Ramtane Lamamra n'a pas fait plus que de relever «la manipulation des faits», par Rabat.

M. M.

CONSENSUS NATIONAL

Les préalables de l'ANR

Le secrétaire général de l'ANR fait, ces derniers temps, de la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique (CNLTD) sa cible privilégiée, ne ratant aucune occasion pour lui lancer des fléchettes acerbes.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Hier vendredi, mettant à profit son intervention à l'ouverture d'une rencontre célébrant le 60^e anniversaire de la glorieuse Révolution de Novembre 1954, Belkacem Sahli a encore «sévi» contre cette «partie de l'opposition», comme il la désigne. Qualifiant de «dangereuse» la démarche de la CNLTD, le premier responsable de

l'ANR s'est, néanmoins, montré réceptif aux autres initiatives politiques lancées ici et là, dont celle du FFS portant une conférence sur le consensus national. Et Sahli de reprocher à cette partie de l'opposition son «refus de la volonté populaire» qui s'est, selon lui, «clairement exprimée» le 17 avril écoulé, soit l'élection présidentielle ayant reconduit le président de la République pour un quatrième mandat de suite. Une élection dont, pour rappel, la régularité et la transparence ont été contestées et continuent à l'être par bien d'acteurs politiques et autres personnalités nationales.

Le secrétaire général de l'ANR reprend le même étendard de la légitimité des institutions, notamment celle de la présidence de la République pour le bran-

dir comme «préalable qui n'admet pas de discussion», à l'initiative du FFS avant même qu'il ne soit invité aux concertations y afférentes. Soit l'exact contraire de ce que préconise le vieux front de l'opposition qui parle de feuille blanche qu'il propose à ses partenaires parmi les partis politiques, les personnalités nationales et les acteurs syndicaux et associatifs. Estimant que l'approche de la CNLTD est «exclusive et monopoliste», Sahli défend l'option d'un «consensus à construire à partir de ce qui est déjà en place», plaidant pour la poursuite des consultations autour du projet de révision constitutionnelle à même de consacrer davantage la réconciliation nationale et le consensus national.

M. K.